

Une autre politique pour répondre aux besoins de la population



Edito
Mariano Bona
ST Micro Grenoble

Les pays qui ont cru que le tourisme, les services et l'immobilier pouvaient suffire à construire une société sont aujourd'hui en grande difficulté. La crise financière qui sévit depuis 2008 a dissipé ces illusions. Nous avons toujours besoin d'une industrie, or en France nous faisons face à une chute de l'emploi industriel. La région Rhône-Alpes a perdu le quart de ses emplois industriels en 10 ans, selon l'Insee.

Pour lutter contre la désindustrialisation, Nicolas Sarkozy et le Medef avaient trouvé le responsable : le coût de la main d'œuvre, et préconisé une solution : l'austérité. Le pouvoir actuel, confronté à une vague de plans sociaux sans précédent, a commandé un rapport à Louis Gallois, classé en 2008 le 14^e patron mieux payé de France avec 2,52 millions € annuels. Que recommande-t-il ? L'austérité, une baisse du coût de la main d'œuvre et la flexibilité !

De plus, le projet de loi Fioraso sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche ne rompt pas avec la politique menée par N. Sarkozy, dont l'objectif était la mise à disposition de l'université au service des intérêts privés.

Une telle continuité laisse songeur ! Pourtant une autre politique est possible. Des solutions alternatives sont proposées aujourd'hui par les salariés en lutte pour sauver leurs entreprises et défendre leurs emplois : coopératives, nationalisations, maîtrise publique du développement, services publics dans l'intérêt des populations et des territoires.

Nous avons besoin d'une politique industrielle et de la Recherche prenant en compte les exigences sociales et environnementales, financée par une réforme fiscale ambitieuse et juste.

Comment faire ? Élaborons ensemble, sans limiter nos réflexions au cadre qui nous est présenté comme le seul possible.

Bonne lecture !

Maison du Tourisme
à Grenoble
Mardi 9 avril à 19 h
**Quel avenir
pour la filière
micro-
électronique ?**

REUNION PUBLIQUE

Avec la participation de
la CGT-métallurgie, de la
FIOM-CGIL (fédération
métallurgie de la CGIL
d'Italie) et de l'Union
Départementale CGT de
l'Isère.

Sommaire

- Une université au service des intérêts privés ou de l'intérêt général ? p.2
- L' ADEES : kesako ? p.2
- Thales : redynamiser l'imagerie médicale pour répondre aux besoins de santé p.3
- CEA : pour une recherche industrielle publique, financée à la hauteur des enjeux p.3
- Microélectronique grenobloise : un renoncement productif à venir ? p.4
- Coût du travail ou poids des dividendes ? p.4



Une université au service des intérêts privés ou de l'intérêt général ?

Les stratégies actuelles des politiques publiques et des grands groupes s'inscrivent dans l'idéologie de « l'économie de la connaissance », concentrant la matière grise dans une poignée de pôles d'excellence largement financés par le public, orientés principalement vers une recherche directement exploitable par l'industrie.

La loi LRU¹, le pacte pour la recherche² et le Grand Emprunt³ contraignent à une compétition effrénée entre les régions, les métropoles, au détriment de territoires de plus en plus délaissés en termes d'industrie, de services publics, etc. En leur transférant la gestion de leur masse salariale, l'État s'est désengagé progressivement du financement des universités.

Le bilan humain et social de cette politique publique d'austérité est catastrophique : précarité massive des personnels, gel de postes, suppression de cours et de filières entières... Pour survivre, les Universités cherchent à lever des fonds privés via des fondations, ce qui interpelle sur la place croissante des intérêts privés dans ce service public. Elles revendiquent d'ailleurs pour l'avenir la liberté de fixer le montant des droits d'inscription... Le projet de loi Fioraso sur l'Enseignement supérieur et la Recherche s'inscrit dans la droite ligne des réformes précédentes et en aggrave même certains éléments, en accentuant notamment la concentration des moyens sur quelques sites.

La CGT défend au contraire un service public national de l'Enseignement Supérieur et la Recherche au service de l'intérêt général. Celui-ci ne doit en aucun cas s'inscrire dans une logique "d'excellence" élitiste, qui exclut les $\frac{3}{4}$ des usagers et des personnels, où des métropoles de dimension internationale côtoient des déserts vides de services publics et d'infrastructures.

Les universités, laboratoires et centres de recherche sont des éléments clés du développement industriel, économique, social, culturel et politique de leur territoire. C'est pourquoi l'Enseignement Supérieur et la Recherche doit se faire de manière équilibrée sur l'ensemble du territoire national. Défendre l'ESR comme service public au service de l'intérêt général, c'est garantir son autonomie pédagogique et scientifique vis-à-vis des intérêts privés. L'ESR doit venir en complément mais non en substitution de l'effort de recherche des groupes industriels.

La crise économique, sociale et environnementale à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés est d'une violence telle qu'il est urgent de se sortir de l'idéologie de la compétitivité, pour réorienter l'Enseignement Supérieur et la Recherche vers la réponse aux besoins des populations et des territoires. Cela exige d'associer aux décisions les salarié-e-s et les populations.

1 : Loi Relative aux libertés et responsabilités des Universités, 2007

2 : Loi sur la recherche de 2006

3: <http://www.dgcis.redressement-productif.gouv.fr/files/files/archive/www.industrie.gouv.fr/enjeux/invest-avenir/index.html>

L'ADEES : kesako ?

L'ADEES Rhône-Alpes (Association pour le développement des études économiques et sociales) a été créée en 1975 par la CGT en Rhône-Alpes pour éclairer des questions complexes : politiques publiques, stratégies des firmes, évolutions des techniques, des activités, de l'emploi, du travail et des compétences, etc. Son originalité est de croiser réflexion des syndicalistes et apports universitaires, pour une maîtrise collective des mutations socio-économiques.

Les économistes de l'ADEES contribuent de manière importante à la réflexion du CollRIF, en apportant leurs analyses et le résultat de leurs recherches.

Contact : www.adeesra.org



Thales : redynamiser l'imagerie médicale pour répondre aux besoins de santé

Le groupe Thales ex Thomson-CSF est un groupe d'électronique professionnelle et militaire au sein duquel la dualité entre les activités civiles et militaires est une question de stratégie économique et industrielle souvent posée par la CGT.

Les activités du domaine radiologique du bassin grenoblois font partie des activités civiles régulièrement remises en question au nom du repli sur le cœur de métier militaire, plus rentable. Pourtant les activités civiles sont leader dans leurs domaines d'activité, répondent à de vrais besoins et il existe de nombreux partenariats avec les grands acteurs scientifiques et industriels du bassin grenoblois (STMicroelectronics, CEA, CNRS...).

L'action des salariés en 2012 a empêché la direction de Thales de vendre la branche radiologie médicale, préservant ainsi une filière industrielle unique en France.

Il ne faut pas en rester là. Aujourd'hui, la CGT porte un nouveau projet de développement de cette filière industrielle, pour répondre aux besoins de santé actuels et à venir des populations. Nous avons besoin de la mise en place d'une filière cohérente incluant recherche, monde hospitalier et industrie, associant usagers et organismes sociaux. Dans ce cadre, Thales a toutes les cartes techniques et financières pour jouer un rôle central de fédérateur industriel.



CEA : pour une recherche industrielle publique, financée à la hauteur des enjeux

Notre pays a besoin d'une politique de développement industriel pour répondre aux besoins de la population et développer les territoires. La ré-industrialisation doit s'appuyer sur des programmes cohérents au niveau technologique et productif.

Le CEA pourrait contribuer à mettre en place un véritable service public de recherche industrielle. Dans cette perspective, le lancement d'antennes du CEA à Toulouse, Nantes et Bordeaux peut être une initiative intéressante.

Malheureusement, l'État n'affecte aucun moyen financier direct pour ces futures antennes, et le CEA est contraint de trouver des financements provenant à 100% de contrats avec des industriels, qui sont pour beaucoup à court terme. Seul un engagement de l'État peut permettre de soutenir des programmes de recherche à moyen et long terme.

L'actuel Crédit Impôt Recherche (CIR) ne répond pas au besoin de financement de la recherche industrielle ; il a prouvé son inefficacité, alors que des sommes importantes sont en jeu, de l'ordre de 5 Md € par an. Il sert pour l'essentiel les grands groupes et peut aller jusqu'à déstabiliser leur propre service de recherche, de facto plus coûteux et moins flexible. Il participe également à baisser le coût de la main d'œuvre, démarche qui a montré ses limites. Ainsi le groupe Sanofi veut supprimer 1500 emplois dans la recherche, alors qu'il a touché 150 M € de CIR !

Plutôt que de maintenir un Crédit Impôt Recherche très discutable, il serait bien plus utile de consacrer ces sommes d'argent à financer des structures publiques de recherche industrielle, comme par exemple le CEA.



Microélectronique grenobloise : un renoncement productif à venir ?

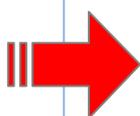
STMicroelectronics vient d'annoncer le démantèlement de ST-Ericsson. Si les emplois en France semblent préservés à court terme, 1600 nouveaux postes vont être supprimés dans le monde, dont 600 environ en Europe. Les activités de téléphonie mobile vont être arrêtées.

La disparition de ST-Ericsson aboutit à ce que l'Europe soit quasi absente de la production du principal segment des puces numériques, le cœur de la téléphonie mobile. Le téléphone mobile, c'est le moyen de communication que la population mondiale s'est appropriée comme un produit de première nécessité.

C'est un vrai gâchis humain et industriel ! C'est non seulement perdre un savoir-faire de niveau mondial, mais c'est aussi compromettre la maîtrise de nouvelles technologies, et fragiliser la production industrielle sur le site de Crolles. Les technologies de pointe, comme la technologie FDSOI à faible consommation, ont besoin de gros volumes de production pour être amorties.

STMicroelectronics emploie 6400 salariés sur les sites de Crolles et Grenoble, sans compter les milliers d'emplois indirects (recherche, formation, laboratoires de développement, sous-traitants). La technologie FDSOI a été développée en commun par SOITEC (environ 1000 salariés à Bernin), le LETI et ST. De très fortes coopérations existent depuis 30 ans avec le CEA. La disparition de ST-Ericsson va fragiliser toute la filière de la micro-électronique.

Les États français et italien ont les moyens d'intervenir, car ils ont une présence décisive dans l'actionnariat de STMicroelectronics. Si besoin est, l'État doit prendre le contrôle de l'entreprise pour impulser une politique industrielle cohérente. La CGT a interpellé ces derniers mois plusieurs ministres sans réponse sérieuse



A quoi sert-il d'avoir un ministère du développement productif si l'État accepte un tel renoncement ? A quoi sert-il de faire MINATEC, GIANT, l'IRT Nano électronique, si le développement industriel ne suit pas ?

Coût du travail ou poids des dividendes ?

Dans un avis rendu en 2011, le conseil économique, social et environnemental (CESE) attire l'attention sur l'importance des dividendes en France, qui freine les possibilités pour les entreprises de réaliser des investissements productifs¹. **Autrement dit, ce qui pénalise l'industrie française ce n'est pas le coût de la main d'œuvre, qui est dans la moyenne européenne, mais l'importance des dividendes reversés !**

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, c'est 20 milliards de cadeaux fiscaux au patronat inefficaces. Non seulement ce crédit d'impôt ne servira pas l'emploi qui est en réalité plombé par les logiques financières, mais il risque de pousser les entreprises à maintenir les salaires en dessous de 2.5 SMIC pour en bénéficier.

1. http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2011/2011_11_competitivite.pdf

contact@cgt-collrif-grenoble.org

Le CollRIF est constitué des syndicats CGT du CEA, du CNRS, des Universités (UPMF, Stendhal, IEP, UJF et Grenoble INP), de ST Microelectronics Crolles, de ST Grenoble, de Schneider, de HP, de l'ILL, de Thales, du CHU.

Leurs coordonnées sont visibles sur le site : **www.cgt-collrif-grenoble**

Union Départementale CGT : udcgt38@cgtisere.org /04 76 09 65 54

Nous
contacter

Vous pouvez retrouver ce document en ligne sur : www.cgt-collrif-grenoble